

Non à l'aéroport à NDDL



syndiconon@riseup.net

APPEL SYNDICAL

**Rejoindre
la lutte contre
l'aéroport de
Notre Dame
des Landes
et son monde !**

UN PROJET CONTRE L'EMPLOI.

Au regard du nombre d'emplois menacés, un nouvel aéroport à Notre-Dame des Landes est un projet néfaste pour l'emploi. Les annonces des pro-aéroport ne reposent que sur des promesses.

En effet, le projet de NDDL consiste en un aéroport à la pointe de la 'modernité', c'est-à-dire très automatisé, ce qui signifie en clair que le nombre d'emplois sur le site sera bien inférieur à ce qu'il est sur l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique

Petits rappels :

- Les emplois du département 44 sont presque deux fois plus nombreux en nord-Loire qu'en sud-Loire. Un transfert de l'aéroport vers la ZAD renforcerait ce déséquilibre des emplois entre le Nord et le Sud de la métropole.
- Les salarié-e-s qui occupent des emplois directement transférables (environ 2 000) habitent pour près de 70 % d'entre eux au sud-Loire. Leurs déplacements quotidiens s'ajouteraient donc aux embouteillages quotidiens actuels. Et cela contribuerait à dégrader encore leur qualité de vie et leurs conditions de travail .
- 25 % de la population de l'agglomération nantaise vit aujourd'hui au sud-Loire mais seulement 20 % des emplois y sont localisés. Ce déséquilibre Nord-Sud serait fortement aggravé par la fermeture de l'aéroport de Nantes Atlantique, en poussant nombre d'entreprises à s'implanter en-

core dans le nord-Loire.

- Ce sont environ 8 300 emplois pour lesquels l'équipement aéroportuaire actuel est un atout en particulier pour le choix de l'implantation d'entreprises internationales (Airbus, Daher ou encore General Electric). C'est un tissu socio-économique de plus de 70 PME menacé de disparition en cas de transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, pour lesquels Vinci annonce 3 000 emplois pour la durée du chantier, donc en réalité 700 emplois annuels pendant 4 ans, mais qui ensuite disparaîtront.

Pour nous, Nantes Atlantique est une zone à défendre.

Vinci a repris la concession début 2011, et depuis les conditions de travail à l'aéroport de Nantes Atlantique ne cessent de se dégrader, faute d'investissements sur la plate forme aéroportuaire alors que le trafic a augmenté depuis 2011.

Surviennent alors des cadences de travail infernales, des conditions déplorables et difficiles.

Le principal syndicat implanté sur la plate-forme, la CGT-AGO (syndicat interpro) constate énormément de turn-over dans les différentes entreprises et des salaires au rabais expliquant en partie des billets d'avions à moins de 30 euros. Précisons que ces billet low-cost sont aussi la conséquence de subventions des collectivités territoriales, favorisant ainsi, avec nos impôts, la croissance de ce type de transport aérien.

Une très grande précarité et un climat anxiogène se

sont installés dans le quotidien des travailleurs de Nantes Atlantique.

Depuis la consultation (qui n'a aucune valeur juridique) sur un éventuel transfert de l'aéroport de Nantes et le passage en force de la « loi travail » cet été, nous subissons les coups bas du grand patronat.

Il remettent en cause nos acquis sociaux, dénoncent nos accords. Ils nous font culpabiliser, NOUS les honnêtes travailleurs, avec le chantage au chômage si nous ne suivons pas leur diktat.

Alors, lorsque nous entendons que le projet du futur aéroport serait créateur d'emploi, comment y croire ?

Des emplois ? Alors qu'ils poussent les salarié-e-s actuel-le-s à la rupture conventionnelle, ou pire qu'ils les

licencient, et que l'on va vers une automatisation accrue de l'aéroport.

Et des emplois à quelles conditions ? Ce projet funeste est le laboratoire de la loi travail (par exemple, la CGT-AGO revendique depuis plusieurs années un CHSCT de site : aucune réponse de la préfecture à ce sujet, pourtant indispensable pour améliorer le bien-être au travail) !

Nous sommes résolument pour le maintien de l'actuel aéroport.

Les seuls travaux qui doivent débiter, ce sont les travaux de rénovation de Nantes Atlantique, pour améliorer les conditions de travail des salarié-e-s de Nantes Atlantique, et pour la qualité du service aux usagers.

« Nos vies valent plus que leurs profits, nous sommes là, nous resterons là ! » disent les salarié-e-s.

FACE A NOS RESISTANCES : UNE VIOLENTE RÉPRESSION.

Durant ce printemps 2016, nous étions dans la rue avec les habitant-e-s de la ZAD contre la loi El Khomri.

Les formes de leur mobilisation, qui ont parfois fait débat ou surpris des salarié-e-s, participaient à la diversité de notre mobilisation, pour faire pression sur le gouvernement.

Nous avons cependant appris à nous connaître, et nous avons veillé à rester « *toutes et tous ensemble* » lorsque, dans les manifestations, ou pendant les blocages, nous subissions les provocations et les violences policières.

La répression qui s'est abattue sur les manifestants et les manifestantes, et en particulier sur les plus jeunes et les plus précaires d'entre eux, est la même que subissent un grand nombre de syndicalistes encore aujourd'hui, et qui vise à criminaliser l'action syndicale, l'action de résistance.

Pourquoi tant de haine ?

Faut-il que le gouvernement ait peur pour être aussi dur envers toute révolte contre son pouvoir !

Le mouvement contre la loi travail a mis en lumière une chose un peu oubliée ces dernières années : un gouvernement aux abois hésitera rarement à faire usage de la force publique pour faire taire toute opposition.

Depuis quelques temps les syndicalistes sont aux premières loges et se retrouvent devant les tribunaux.

Avec au bout du compte des amendes, de la prison, voire un licenciement et surtout une pression terrible sur l'ensemble des salarié-e-s « Vous voyez ce qu'il en coûte de vous révolter ! »

Et lorsque, le patronat retire sa plainte sous la pression des salariés, le parquet continue les poursuites pénales (condamnation des GoodYear à 9 mois de prison ferme, Amiens le 12/01/2016).

Ou bien, lorsqu'une rapporteur public soulève les questions occultées jusque-là, des juges administratifs referment le couvercle (Tribunal administratif de Nantes, 14/11/2016) en violant le code de l'environnement par un jugement très politique.

De même, le déploiement des forces de l'ordre depuis quelques années ne fait qu'augmenter lors des manifs.

Mais qui les forces de l'ordre protègent-elles ?

Les banques et quelques riches commerces comme lors des manifs contre la loi travail ? La galerie Atlantis et son poids lourd E.Leclerc lors de la manifestation de janvier 2016 contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ?

A l'inverse qui se retrouvent sous les gaz lacrymos, les flashes-ball, les canons à eau et les grenades de désencerclement ? Celles et ceux, armés seulement de foulards, de mouchoirs et de sérum phy, qui essaient de défilier et de manifester.

« REPRENDRE SA VIE EN MAIN » : UNE IDÉE QUI NOUS PARLE.

Le monde du travail, aliéné par le capitalisme, a bien du mal à se soustraire à l'emprise de l'exploitation qu'il subit.

Les travailleurs et travailleuses subissent une dépossession de leur propre vie.

Pas étonnant donc que les habitant-es de la ZAD se rebellent contre ce système, aient envie de reprendre leur vie en main, de décider comment et pourquoi ils et elles veulent vivre.

Et si des milliers de gens se rendent dans la Lande à chaque fois que les habitant-es de la ZAD demandent un soutien, ce n'est pas un hasard.

C'est que ce besoin de « reprendre sa vie en main » concerne effectivement beaucoup de salarié-e-s, de militant-e-s.

Défendre la ZAD, c'est donc pour nous aussi soutenir une expérience d'émancipation du capitalisme et des rapports marchands. Depuis plusieurs années les habi-

tant-e-s de la ZAD se réapproprient la gestion des terres et la question de la production.

Tant sur le plan agricole que de la construction et de l'artisanat, elles et ils mettent en place des cultures de légumes et légumineuses, de céréales, une meunerie, des boulangeries, une forge, des ateliers de menuiserie, de couture, de mécanique pour l'entretien des tracteurs et outils agricoles ...

Mu-e-s par des valeurs de coopération, de transmission de savoirs, ils et elles produisent à destination des luttes de territoires, par solidarité avec des migrant-e-s de Nantes, Rennes, Calais ou même des piquets de grèves lors du mouvement contre la loi travail.

Défendre la ZAD, c'est donc, pour nous aussi, renouer avec la tradition de lutte historique en Loire Atlantique, l'alliance entre travailleur-ses de la campagne et de la ville (lors de Mai 68 ou d'autres mouvements, c'est cette solidarité entre paysan-ne-s et ouvrier-es qui permirent les grandes avancées sociales).

Les habitant-e-s de la ZAD qui vivent l'expérience d'un monde plus humain, plus libre, ont donc toute notre solidarité, car ce monde d'exploitation et d'aliénation qu'ils et elles combattent, c'est aussi celui contre lequel nous luttons, quotidiennement.

Nous étions 40 000 le 8 octobre 2016



Nous sommes également solidaires de celles et ceux qui travaillent à la campagne, des luttes du monde paysan qui revendique une autre agriculture que celle que leur impose le système capitaliste.

L'expérience de la ZAD est pour nous militants syndicaux si marquante comme choix de vie en rupture avec le capitalisme qu'en conséquence nous nous opposerons résolument à toute ten-

tative d'expulsions ou démarrage des travaux.

Nous ne laisserons pas détruire la ZAD et ses terres, ni expulser celles et ceux qui la font vivre, pour le seul intérêt des actionnaires de VINCI et des spéculateurs immobiliers.

En lien avec le mouvement anti-aéroport nous prendrons toute initiative pour empêcher que les lobbies pro-aéroport ne parviennent à leurs fins.

Collectif syndical contre l'aéroport et son monde.

Le Collectif est constitué d'organisations syndicales et de militants et de militantes syndicalistes qui ensemble luttent pour le maintien de l'aéroport de Nantes Atlantique et contre l'expulsion des habitants et habitantes de la ZAD.

PREMIERS SIGNATAIRES :

***Union Départementale Solidaires 44 - CNT 44
CGT AGO - Collectif National des Syndicats CGT de Vinci
CGT Travail-Emploi-FP 44 - CGT CDC - CGT Daumezon
et des syndiqué-e-s CGT opposé-e-s à l'aéroport.***

Vous voulez signer cet appel, vous voulez nous contacter ? Une seule adresse : syndicnon@riseup.net



Le 30 novembre 2016